Zeitschrift: Protar

Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

Band: 5 (1938-1939)

Heft: 7

Rubrik: Ausland-Rundschau

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 29.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Literatur

Propos et commentaires.

La protection de la population civile.

Sous ce titre, le Comité de Luxembourg — comité international d'information et d'action pour la protection de la population civile en temps de guerre, créé à Luxembourg le 4 juillet 1938, au cours de la huitième session des Conférences internationales de médecine militaire — publie une revue trimestrielle fort intéressante, qu'il convient d'analyser rapidement ici. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un bulletin essentiellement technique. Ainsi que le dévoile le premier numéro de cette livraison, *La protection de la population civile* constituera de plus en plus une revue dont la collection permettra de grouper d'innombrables renseignements dans un ordre chronologique. Il s'agit en quelque sorte d'une encyclopédie d'un aspect nouveau, en ce sens qu'elle s'attachera à suivre l'actualité, tout en mettant en vedette tout ce qui vaudra d'être rappelé ou analysé par rapport aux événements successifs.

Dans son premier numéro, *La protection de la population civile* relate tout d'abord les débuts et les raisons de la constitution du Comité de Luxembourg. Puis il est donné un aperçu historique sur le sort des non-combattants dans les conflits armés, une étude sur la protection de la population civile dans les guerres modernes, une communication sur l'interdiction du bombardement aérien — interdiction qui n'est d'ailleurs que fort problématique et dont la réalisation pratique n'interviendra assurément jamais — et un article sur le bombardement des villes ouvertes. Il est signalé à ce propos les déclarations de Pétersbourg et de La Haye sur les bombardements, les déclarations faites au sein de la Société des Nations, les avis et les opinions émises, sur le plan international, à cet égard. A notre avis, cet article possède une valeur «historique» pour tous ceux qui auraient intérêt à connaître par le menu ce qui a été dit ou écrit sur ce sujet tant débattu en son temps. Mais il n'en reste pas moins, en dépit de toutes les décisions de mettre le bombardement aérien «hors la loi», que le bombardement est un risque absolu et qu'il sera pratiqué à l'avenir, chaque fois qu'un belligérant le jugera utile à son action militaire. C'est la raison pour laquelle la valeur des «avis» donnés en la matière, au cours de conférences savantes, ou de séances de la Société des Nations, ne saurait être que juridique et nullement pratique. Un fait seul subsiste: le bombardement aérien sera pratiqué. En conséquence, il sied de se pénétrer de cette vérité et de tout mettre en œuvre pour assurer une défense passive aussi efficace que possible aux populations qui pourront en subir les effets.

Cette livraison donne encore, au nombre de ses travaux, une étude sur l'état présent du droit international en ce qui concerne la protection de la population civile contre les nouveaux moyens de guerre, étude de droit assez poussée, dont la valeur scientifique est certaine. Mais dans ce domaine encore, on est tenté de se souvenir de la vieille formule latine *si vis pacem, para bellum,* tant il semble évident que tous les traités de droit ne constituent pas, en l'espèce, une arme défensive bien efficace.

Il est également fait état — en rappelant les communications présentées au Congrès de Luxembourg — du rôle de la femme à la guerre. Etude constructive, et qui relate ce qui est entrepris en de nombreux pays dans cet ordre d'idée. Mentionnons encore une étude juridique originale sur le sujet de la protection par le Droit des Gens de la population civile contre les attaques aériennes.

Enfin, cette revue se termine par la publication de nombreux documents déjà historiques, ou qui sont appelés à le devenir, concernant des déclarations faites par des hommes d'Etat sur les bombardements aériens, des notes échangées entre divers gouvernements sur cette question, et des articles de journaux consacrés aux événements des guerres de Chine, d'Ethiopie et d'Espagne. A ce dernier point de vue, il nous semble que ces «documents» — si notre confrère tient à faire œuvre purement technique et d'information impartiale — devraient comporter aussi des documents et des opinions émanant d'autres sources que celles retenues uniquement dans la livraison que nous avons sous les yeux. Par ailleurs admirablement comprise, cette revue trimestrielle *La protection de la population civile* aurait peut-être le défaut de dévoiler certaine tendance politique assez définie tout au long de ses pages. Et cela ne saurait que lui enlever la valeur d'étude scientifique impartiale qu'elle pourrait offrir.

En résumé, une revue intéressante, mais qui perdra grandement en se faisant l'avocate d'une «idéologie» marquée. *E. Nf.*

Ausland-Rundschau

Deutschland.

Uebungen mit Ballonsperren bei Berlin. Grosse Uebungen mit Ballonsperren werden in Kürze in der Umgebung Berlins und in der Reichshauptstadt selbst durchgeführt. Die deutschen Ballonsperrtruppen, die bereits während der Septemberkrise in Aktion getreten sind, werden als wirksame Ergänzung zur Flak- und Fliegerwaffe bezeichnet. Die deutschen Ballonsperren erreichen eine Höhe von vielen Kilometern, brauchen diese für gewöhnlich aber nicht, da die durchschnittliche Wolkenhöhe unter 3000 m liegt. Ausser den Ballonsperren werden von der deutschen Luftwaffe auch Sperrdrachen verwendet, letztere bei stürmischem Wetter, wenn Ballonsperren nicht eingesetzt werden können. Sperrballone und Sperrdrachen sind durch ein System von Drahtnetzen verbunden, das für feindliche Flieger undurchdringlich sein soll. Die Ballonsperren stellen einen Schutz dar, der zudem billiger ist, als die Flugabwehrartillerie. Die Füllung eines Ballons kostet kaum ein Drittel von dem, was eine leichte Flak-Granate kostet.

*

Ausbildung aller Schüler im Luftschutz. Schon vor einiger Zeit hat der Regierungspräsident von Magde-

burg angeordnet, dass alle an Ostern zur Entlassung kommenden Knaben und Mädchen eine Allgemeinausbildung im Luftschutz erhalten sollen. Zu dieser Massnahme hat nun auch der Reichsluftfahrtminister Stellung genommen und erklärt, dass der Reichserziehungsminister beabsichtige, durch einen Erlass den Einbau des Luftschutzes in den Unterricht der Schulen zu regeln. Da jede Beschäftigung der Schuljugend mit Luftschutzfragen zur Unterstützung der allgemeinen Erziehungsarbeit des Reichsluftschutzbundes erwünscht sei, erscheine es zweckmässig, bereits jetzt derartige Massnahmen im Rahmen der vorhandenen Möglichkeiten bis zur einheitlichen Regelung für das Reichsgebiet zu fördern. Dr. *H. R.*

*

Seminare für technischen Luftschutz. Durch Erlass des Reichsministers für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung ist in Verbindung mit dem Reichsminister der Luftfahrt angeordnet worden, dass an allen Hochschulen und Bergakademien des Reiches Seminare für technischen Luftschutz einzurichten sind. Sämtlichen Studierenden ist der Besuch des Seminars und seiner Vorträge zur Pflicht zu machen. Darüber hinaus soll allen interessierten Schichten der Bevölkerung der Besuch der Vorträge, die wegen ihrer grossen Bedeutung kostenlos sind, offen gehalten werden.

*

Neue Luftschutzgeräte für die Säuglinge und Kinder. Auch der deutsche Luftschutz hat schon seit längerer Zeit nach sicherem und einwandfreiem Schutzgerät für Kinder und Säuglinge gesucht. Man hofft dieses jetzt erstens in einem Behälter in Kastenform gefunden zu haben, der als Gasschutzbettchen anzusehen ist. Dieser Behälter weist ein grosses Fenster aus Zellglas auf. Die Luftversorgung erfolgt durch einen Blasebalg, der mit dem Fuss bedient werden kann. Die zweite Luftschutzmöglichkeit bietet eine dicht verschlossene Kinderbadewanne. Hierzu kommt auch ein dicht verschlossener Kinderwagen. Diese Geräte sind selbstverständlich nur für Säuglinge bestimmt.

Für etwas grössere Kinder, die noch nicht die Volksgasmaske tragen können, hat man eine besondere Gasschutzhaube hergestellt, die gleichfalls ein grosses Zellglasfenster aufweist.

Mit diesen Geräten sind nunmehr Luftschutzvorbereitungen für alle Altersklassen getroffen worden. Auch Kranke und alte Leute, die keine Gasmaske mehr tragen können, können mit diesen Gasschutzhauben versorgt werden.

Es wurde darauf hingewiesen, dass alle diese Geräte ebensowenig wie die Volksgasmaske dazu bestimmt sind, das Aufsuchen von Luftschutzräumen überflüssig zu machen. Sie seien in erster Linie als Fluchtgeräte anzusehen, um das Aufsuchen eines Luftschutzraumes oder einen notwendigen Wechsel des Raumes gefahrlos zu ermöglichen. Aus der Bezeichnung «Fluchtgeräte» ergaben sich nun Missdeutungen nach der Richtung, dass diese Gasschutzmittel bezüglich der Brauchbarkeit bei hohem Kampfstoffgehalt der Luft und hinsichtlich der Schutzzeit eng begrenzt seien. Es wird daher nachdrücklich betont, dass diese Gasschutzgeräte völligen Schutz gewähren. Die Gleichwertigkeit des gebotenen Schutzes mit dem der Volksgasmaske und mit dem der S-Maske für aktive Helfer ergebe sich ohne weiteres schon aus der Tatsache, dass für die Benutzung der Gasschutzgeräte für Kleinkinder durchweg VM-Filter oder S-Filter benutzt werden. Das Filter der Volksgasmaske wird in den Abnahmeprüfungen mit genau den gleichen Kampfstoffkonzentrationen belastet wie das S-Filter. Durch diese Prüfungen, die weit über den Konzentrationen liegen, die im Kriege durch chemische Angriffe erzeugt werden können, ist bewiesen, dass der Schutz der Volksgasmaske weit über die Mindestforderungen hinausgeht, dass sie nicht nur für die kurze Dauer einer Flucht Schutz gewährt, sondern, wenn es sein muss, auch für den Aufenthalt in stark kampfstoffhaltiger Luft durch viele Stunden.

*

Luftschutzrichtlinien für Krankenhäuser. In den neuen Richtlinien für bauliche Luftschutzmassnahmen in Krankenhäusern, Heil- und Pflegeanstalten usw. wird betont, dass die richtige Lage der Anstalten des Gesundheitsdienstes für die Widerstandsfähigkeit der Bevölkerung gegen Luftangriffe von wesentlicher Bedeutung ist. Bei der Wahl des Standortes für eine neue Anlage ist daher vor allem auch die Luftgefährdung zu berücksichtigen. Grössere Anstalten dürfen in stark luftgefährdeten Gebieten nicht errichtet werden, wobei als stark luftgefährdet auch die Innenbezirke der Städte und Gebiete dichter Bebauung gelten. Für Krankenhäuser, Heil- und Pflegeanstalten soll, abgesehen von den Universitätskliniken, das Fassungsvermögen nicht mehr als 600 Betten betragen. Mehrere kleinere Anlagen an verschiedenen Standorten sind also einer grossen Anlage vorzuziehen. Weitgehende bauliche Auflockerung ist der beste und wirksamste Luftschutz für jede Anlage, womit jedoch nicht das Pavillonsystem befürwortet wird.

Luftschutzräume sind anzulegen für die Bediensteten der Anstalt, für die Kranken oder Pflegebedürftigen und als Notoperationsräume. Auch die Luftschutzräume für bettlägerige Kranke und deren Pflegepersonal sind möglichst im Kellergeschoss unterzubringen. Für Infektionskranke sind grundsätzlich besondere Luftschutzräume anzulegen. Alle diese Bestimmungen gelten sinngemäss auch für Anstalten der Kinderfürsorge, Altersheime usw.

Bei bestehenden Anstalten ist zu prüfen, ob sie durch ihren Standort so luftgefährdet sind, dass sie bei Aufruf des Luftschutzes geräumt werden müssen. Solche Anstalten sind grundsätzlich nicht durch Erweiterungsbauten zu vergrössern. Es ist vielmehr anzustreben, solche Anstalten im Laufe der Zeit abzubauen. Falls bei bestehenden Anstalten die Luftschutzräume weder im Kellergeschoss noch im Erdgeschoss im notwendigen Umfang erbaut werden können, sind ausserhalb der Gebäude Sonderbauten für diesen Zweck zu errichten. Für den Sofortfall sind geeignete Räume innerhalb der Gebäude durch Notmassnahmen zu Luftschutzräumen herzurichten, bis der nachträgliche Ausbau vollwertiger Luftschutzräume vollzogen ist. Dr. *H. R.*

Frankreich.

Eine Luftschutz-«Maginotlinie» des Verkehrs in Paris? Einem aus Ingenieuren gebildeten Ausschuss beim französischen Ministerium für nationale Wirtschaft wurde ein Plan zur Anlage eines unterirdischen Verkehrsnetzes für Paris vorgelegt, der in seinen gigantischen Ausmassen nicht nur einer Verdoppelung der bereits bestehenden Verkehrsstrassen gleichkäme, sondern dessen Verwirklichung einer neuen Maginotlinie im Dienste der Landesverteidigung bedeuten würde. Der Plan sieht die Untertunnelung der französischen Hauptstadt mit sechs durch Zugänge von aussen miteinander verbundenen Verkehrswegen vor.

Das Rückgrat dieser 30—60 m unter der Erdoberfläche gedachten bombensicheren Tunnelstrassen würden zwei Hauptverkehrsadern bilden, deren eine den Rond Pont de la Défense im Westen mit dem östlich vom Walde von Vincennes befindlichen Vorort Joinville, dem Ausgangspunkt einer der neuen Autostrassen, verbinden würde, während die andere von dem im Norden von Paris gelegenen Flughafen Le Bourget bis zur Porte d'Orléans im Süden laufende Verkehrsader als strategisches Verbindungsstück zwischen dem Aermelkanal und dem Süden sowie dem Mittelmeer gedacht ist. Diese beiden Haupttunnels würden sich unterm Châtelet, etwa in der Stadtmitte, schneiden. Diese beiden Tunnels würden durch vier weitere unterirdische Verkehrswege, die mit den übrigen grossen Autostrassen in Verbindung stehen, ergänzt werden. Sämtliche sechs Tunnels, die auch eine beschleunigte Räumung von Paris durch die Zivilbevölkerung ermöglichen, werden in diesem Plan mit eigenen Lüftungs- und Pressluftanlagen gegen Kampfgase sowie mit einem Netz von Unterständen und bombensichern Lagern bedacht, in denen riesige Mengen von Treibstoff, Munition, Waffen und andere für die Landesverteidigung wichtige Reserven untergebracht werden können.

Dr. *H. R.*

Italien.

Der passive Luftschutz. Eine Ausführungsbestimmung zur italienischen Luftschutzgesetzgebung schreibt vor, dass alle von den Luftschutzgesetzen betroffenen Personen oder Vereinigungen (Fabrikbesitzer, Hoteliers, Autotransportunternehmer, Kinobesitzer, Anwalts- und Ingenieurbureaux usw.) und sämtliche öffentlichen Unternehmungen alle ihre Betriebsangehörigen unverzüglich mit Gasmasken und den sonstigen zur passiven Luftabwehr erforderlichen Ausrüstungsgegenständen versorgen müssen. Eine unter staatlicher Aufsicht stehende Gesellschaft ist für die Organisierung des Luftschutzes verantwortlich.

Dr. *H. R.*

*

Werkluftschutz. Italien schickt sich an, die aktive Luftverteidigung aller seiner lebenswichtigen Industrieunternehmungen zu organisieren, sie mit einem Kranz von Maschinengewehren und Luftabwehrgeschützen zu umgeben, die, ortsgebunden, auch in ihrer Bedienung nicht von den Fliegertruppen der italienischen Wehrmacht abhängig sind, deren Bedienungsmannschaften vielmehr grösstenteils den Belegschaften der betreffenden Betriebe entnommen werden. Die Aufgabenteilung geht dabei nach einem Bericht der MNN. wie folgt vor sich: Das zu schützende Unternehmen bringt die für die Anschaffung und Unterhaltung der Waffen und Munition notwendigen Kapitalien auf. Der Staat gewährt Unterstützung und Erleichterungen und führt die notwendige Ueberwachung durch. Die zuständige «Luftschutz- und Küstenartilleriemiliz» besorgt die Ausbildung und Organisation der Bedienungsmannschaften. Praktisch sieht die Sache so aus: Die Firma, die sich gegen Luftangriffe schützen will, verlangt vom zuständigen Militärgebietskommando die Ausarbeitung eines Projektes (Gesamtkosten- und Zahlungsplan). Gestützt auf diesen Plan richtet die Firma über das Kriegsministerium ein Gesuch an das Amt des Generalstabschefs der Territorialverteidigung, worauf von seiten des Kriegsministeriums eine Lizenz zur Anschaffung der benötigten Waffen und der dazugehörigen Munition erteilt wird. Nun schaltet sich die Gesellschaft «Geschäftsführungen und Verwaltungen» ein. Der Kauf- und Lieferungsvertrag kann nämlich nicht direkt zwischen Bestellfirma und der liefernden Waffenfabrik erfolgen; vielmehr tritt die obengenannte Gesellschaft beiden Firmen gegenüber als Vertragsschliessender auf. Die Bestellfirma muss sofort 25 % der gesamten Kaufsumme an die Gesellschaft, die übrigen 75 % in drei Halbjahresraten zahlen. Das Kapital, welches die Gesellschaft zum Ausgleich der dadurch entstehenden Spanne benötigt, schiesst die «Nationalbank der Arbeit» vor und übernimmt gegenüber der Lieferfirma eine Zahlungsgarantie. Hat die Bestellfirma die Waffen erhalten, so ist sie verpflichtet, für deren Unterhalt und sorgfältige Pflege finanziell aufzukommen und die allenfalls notwendige Bildung von Luftabwehrmilizformationen aus den Reihen der Belegschaft zu erleichtern. Auf die Pflege der Waffen selbst, auf ihre Ueberwachung und ihren Einsatz hat die Firma, zu deren Schutz sie dienen, keinerlei Einfluss. Sie stehen im Besitz und zur Verfügung der Kriegsverwaltung und werden der Milizabteilung übergeben, die mit ihrer Bedienung beauftragt ist. Doch werden die Waffen, falls die Firma ihren Sitz verlegt, ebenfalls an den neuen Sitz überführt. Falls die Fabrik die Waffen nicht mehr benötigt, gehen sie in das Eigentum der Territorialverteidigungsorganisation des Staates über, der eine geringe Entschädigung zahlt.

Dr. *H. R.*

England.

Die künftige Verteidigung Londons gegen Luftangriffe. Vor einiger Zeit wurde die Welt durch die gigantischen Ansprüche des englischen Heeresbudgets — nie und nirgends wurden bisher annähernd grosse Rüstungskredite gefordert — überrascht.

Begreiflicherweise nimmt in dem Aufrüstungsprogramm, das aus diesen vielen Hundertmillionensummen an englischen Pfunden verwirklicht werden soll, die Verteidigung des Inselreichs, insbesondere der Hauptstadt, den wichtigsten Teil ein. Man gibt sich keiner Täuschung darüber hin, dass der Besuch der Zeppeline über London während des Weltkrieges nur ein ganz winziges Vorspiel zu den Aktionen bildet, die im Zukunftskrieg durch feindliche Luftgeschwader gegen England zu erwarten sind.

Neben den selbstverständlichen Aufrüstungen der Luftflotte und der Flugzeugabwehrgeschütze bei der Territorialarmee wurde vom Staatssekretär des Luftfahrtsministeriums ein weiterer Plan der Regierung zur Sicherung Londons bekannt gemacht, nämlich das Projekt einer *Ballonsperre* über der Hauptstadt.

Schon vor der offiziellen Ankündigung des Planes haben sich auf die ersten Gerüchte hin kritische Einwendungen gemeldet: Militärische Fachleute machten geltend, dass eine derartige Sperre die Operationen der eigenen Luftflotte verhindere; weiter könnte das plötzliche Eintreten eines Sturmwetters die Wirksamkeit eines mit so ungeheuren Kosten errichteten Schutzmittels vollständig aufheben.

Das Luftfahrtsministerium hat nach eingehender Prüfung diese Bedenken nicht für hinreichend stichhaltig gefunden, um den Plan der Ballonsperre fallen zu lassen. Die Technik der Sperrballonsysteme ist durch die Erfahrungen im Weltkriege so weit vervollkommnet worden, dass ihre Wirksamkeit und Sicherheit erheblich vervielfacht wurde. Im Kriege hatte man die Absperrballons kaum über 250 m hoch gebracht, heute vermag man die Sperre in eine Höhe von 4000 m zu

verlegen. Ein angreifender Flieger muss daher in so grosse Höhen gehen, dass ihm ein gezielter Bombentreffer so gut wie unmöglich gemacht wird.

Man hat sich eine derartige «Ballonsperre» so vorzustellen: Eine Gruppe von Ballons wird durch Horizontalkabel mit einander verbunden und aufsteigen gelassen. Von jedem der Ballons hängen lange Drähte herab, die in ihrer Gesamtheit einen Vorhang über ein ausgedehntes Territorium ziehen und im Hinblick auf ihre Schutzwirkung als «Schürze» bezeichnet werden. Dem herannahenden Flieger sind nur die Ballone sichtbar. Die «Schürze» vermag er so wenig wahrzunehmen wie die Horizonalkabel. Da er aber gezwungen ist, mit ihnen zu rechnen, bleibt ihm nichts anderes übrig, als den ganzen, durch die Ballone bezeichneten Umkreis zu vermeiden; denn falls er mit dem Propeller in die «Schürze» gerät, ist sein Absturz unabwendbar. Dabei kann die Spannungsart der «Schürze» so mannigfach abgeändert werden, dass es dem feindlichen Flieger ganz unmöglich ist, sich auf ein bestimmtes System einzustellen.

Durch Verwendung von nichtbrennbarem Gas ist das Abschiessen der Ballons sehr erschwert. Während der Nacht — bekanntlich fand der Besuch der Zeppeline während des Krieges zur Nachtzeit über dem total verfinsterten London statt — ist ein Angriff gegen die Ballonsperre noch viel schwieriger als bei Tag. Zudem soll die Sperrzone ausserdem noch durch ein Geschwader von vorzüglich geschulten Jagdfliegern geschützt werden. Ueber weitere Einzelheiten, durch welche die Wirksamkeit der Ballonsperre noch näher charakterisiert werden könnte, schweigt sich das englische Luftfahrtsministerium aus und wird der Oeffentlichkeit auch kaum weitere Mitteilungen zugänglich machen. *dr. r.*

*

Das neueingerichtete britische *Staatsdepartement für Luftschutz* hat seine Tätigkeit mit Energie aufgenommen. Als eine seiner Hauptaufgaben betrachtet es die Förderung der Gasmaskenerzeugung und die Popularisierung der Gasmaske. Die bisherigen Gasmaskenfabriken werden stark erweitert werden. Ausserdem soll eine Anzahl neuer Fabriken errichtet werden, sodass eine Wochenproduktion von 500'000 Gasmasken ermöglicht wird. Die Gasmasken sollen zunächst in staatlichen Lagern, die je drei Millionen Stück beherbergen können, gesammelt und hernach auf Grund eines genauen Verteilungsplanes auf kleinere Bezirke verteilt werden. Zur Schulung der englischen Bevölkerung im Luftschutzwesen sind zwei Gasschutzschulen errichtet worden, in denen staatliche Luftschutzinstruktoren ausgebildet werden. Ausserdem werden in einzeln stehenden Häusern die Keller und sonstige für den Luftschutz geeignete Räumlichkeiten auf ihre Brauchbarkeit bzw. ihre Umbaufähigkeit für den Luftschutz untersucht. dr. *h. rei.*

*

36 Millionen Gasmasken für den Luftschutz. Ueber Englands Massnahmen zur Abwehr von Gasangriffen aus der Luft machte der englische Luftfahrtminister im Oberhaus bei Erörterung der Luftschutzvorlage nähere Angaben. Danach soll England gegenwärtig über 20 Millionen Gasmasken verfügen, deren Zahl in den nächsten Monaten auf 36 Millionen erhöht werden soll. Diese Masken werden in zwölf grossen Lagern aufgespeichert und im Kriegsfalle an die Bevölkerung ausgegeben. Für den Gasschutz wurden bisher 200'000 Freiwillige, 10'000 Aerzte und 10'000 Schwestern ausgebildet. Ausserdem erhält jeder beamtete englische Polizist und nach Möglichkeit auch jeder Freiwillige Ausbildung im Gasschutz. Die der Regierung aus diesen Schutzmassnahmen für die nächsten drei bis vier Jahre erwachsenden Unkosten wurden von dem Minister mit 20 Millionen Pfund angegeben. Die Gemeindeverwaltungen sollen während des gleichen Zeitraums 7 Millionen Pfund für den Luftschutz aufbringen Dr. *H. R.*

*

Feuerspritzen für den britischen Luftschutz. Das englische Innenministerium plant die kostenlose Abgabe von tausenden beweglichen Feuerspritzen an die Gemeinden zu Luftschutzzwecken. Diese von Mannschaften gezogenen Spritzen sollen während der Luftangriffe dauernd in bestimmten Bezirken patrouillieren. Ausserdem sollen zahlreiche mittlere Spritzen und zur Bekämpfung grosser Brände grosse Spritzen, die in der Minute 4500 Liter Wasser schleudern können, vorhanden sein. Insgesamt werden im nächsten Jahre hiefür 1,5 Millionen Pfund ausgeworfen. Die Spritzen bleiben im Staatsbesitz und werden im Gegensatz zu den sonst roten Feuerspritzen hellgrau gestrichen.

Die Regierung erklärte, dass Angriffe mit kleinen Brandbomben die gefährlichsten seien. Es käme darauf an, die einzelnen Brandstellen möglichst zu isolieren, was nur durch dauernde Beobachtung möglich sei. Die Bedienung der Spritzen soll durch Freiwillige erfolgen. In der Stadt Birmingham haben sich bereits 1103 Mann gemeldet, es sind aber noch 8000 weitere nötig, ausserdem Hilfsmannschaften. Der Londoner Gemeinderat erliess demzufolge einen Aufruf, der 30'000 Freiwillige forderte. Diese sollen in vier Klassen eingeteilt werden: 1. eigentliche Feuerwehrarbeit; 2. Dienst auf Stationen und Beobachtungsstellen; 3. Frauen als Fernsprecher und Kraftwagenführer, sowie 4. junge Leute als Nachrichtenübermittler. Alle Freiwilligen werden gesundheitlich untersucht und müssen einen Ausbildungslehrgang durchmachen. Als Ausbilder werden 120 Mann eigens neu bei der Londoner Feuerwehr angestellt.

Zur Beratung der Hausbesitzer im Feuerschutz wird der Stab der Feuerwehr vermehrt. Hiedurch sollen — wie wir ebenfalls hören — jährlich an Mehrkosten 36'000 Pfund verursacht werden

(«Der Luftschutz», Nr. 5, 1938.)

Schweden.

Verfahren bei der Verteilung von Volksgasmasken. Nach neueren Meldungen ist in Schweden beabsichtigt, die für die Zivilbevölkerung bestimmten Gasmasken ebenso wie in England erst im Bedarfsfalle, d. h. bei Ausbruch eines Krieges, an die Bürger auszugeben. In Abweichung von dem englischen Beispiel sollen die Gasmasken jedoch nicht kostenlos ausgegeben, sondern von jedem einzelnen käuflich zum Preise von fünf Kronen je Maske erworben werden. Diese Käufe sind voraussichtlich ab Januar dieses Jahres laufend zu tätigen, da die Ausgabe der Geräte im Ernstfall nur gegen Vorweisung der bei dem Kaufe ausgestellten Quittung erfolgt. Mit dieser Regelung, die also den Erwerb durch den einzelnen, aber die Lagerung durch den Staat vorsieht, will Schweden offenbar erreichen, dass der betreffende Besitzer eines Gerätes es im Ernstfalle als sein persönliches Besitztum sorgfältig behandelt, dass

andererseits aber auch die Möglichkeit einer nachlässigen und sorglosen Lagerung während der Zeit der Nichtbenützung ausgeschlossen wird.

Im übrigen wird mitgeteilt, dass der Staat die Kosten für die Gasschutzausrüstung aller aktiv im Luftschutz tätigen Staatsbürger, das heisst der Luftschutzwarte, der Mitglieder des Werkluftschutzes usw., übernimmt.

(«Gasschutz und Luftschutz», Nr. 10, 1938.)

*

Luftschutzübung und Luftschutzausstellung in Stockholm. Im Rahmen grösserer, sich über ganz Südschweden erstreckender Uebungen von Wehrmacht und Luftschutz wurden von 5. bis zum 9. September Luftschutzübungen in der Provinz Svealand durchgeführt, in der auch die Landeshauptstadt Stockholm liegt. Die Gesamtleitung der Uebung hatte General Thörnell, Chef des Stabes der schwedischen Reichsverteidigung, der vom Luftschutzinspektor Zetterquist unterstützt wurde. Die Leitung der eigentlichen Luftschutzübung lag bei der zuständigen Zivilbehörde, d. h. in Stockholm beim Oberstatthalteramt, für die Provinz bei den Provinzialbehörden. Neben den drei Wehrmachtteilen wurden erstmalig in grossem Umfange auch Kräfte des zivilen Luftschutzes eingesetzt.

Die Uebungen begannen am 5. September mit Erkundigungsübungen der Luftwaffe, denen am 6. September ein Tagesluftangriff auf die Hauptstadt Stockholm folgte. Am 7. September wurden lediglich Werkluftschutzübungen durchgeführt.

Daran schloss sich eine zwei Nächte währende Verdunkelungsübung, die mit der Durchführung der «eingeschränkten Beleuchtung» am 8. September, 2 Uhr früh, begann. Die Verdunkelung selbst setzte lediglich bei «Fliegeralarm» ein.

Nach Abschluss der Uebung veranstaltete die schwedische Luftwaffe am 11. September grossangelegte Schauübungen auf dem Verkehrsflughafen Stockholm-Bromma, die bei der Bevölkerung reges Interesse fanden.

Auch das Verhalten der Zivilbevölkerung findet bei allen Beobachtern einmütige Anerkennung. Sobald der Alarm ertönte, habe sie — auch während der Verdunkelung — Verkehrsmittel, Strassen und Plätze in mustergültiger Disziplin verlassen und die Luftschutzräume bzw. Unterstände oder Schutzgräben aufgesucht.

Die Uebung bot den zuständigen schwedischen Dienststellen im übrigen willkommene Gelegenheit zur Erprobung neuer Einrichtungen. Hier ist in erster Linie die Luftschutzwarnanlage der Hauptstadt Stockholm zu nennen, die zurzeit etwas über 100 Sirenen schwedischer Konstruktion umfasst. Es handelt sich um mit Druckluft betriebene Sirenen der Telephongesellschaft Ericsson und der Mechanischen Werkstätten Kockum, die von einer Zentrale aus ferngesteuert werden. Dadurch, dass der eigentliche Betriebsstoff — die Pressluft — in Stahlflaschen unmittelbar bei den Sirenen untergebracht und bei den Geräten auch eine Betätigung von Hand vorgesehen ist, werden die Sirenen von der Zentralschaltung unabhängig und bleiben somit auch dann brauchbar, wenn die Steuerung von der Zentrale aus gestört ist.

In Zusammenhang mit dieser Luftschutzübung fand in Stockholm eine Luftschutzausstellung statt, die einige bemerkenswerte schwedische Erzeugnisse auf dem Gebiete des Gasschutzes zeigte. Unter diesen ist ein neuer, «federleichter» Gasanzug zu nennen, der von der Kunstseiden- und Wollfabrik der Aktiengesellschaft «Nordisk Silkecellulosa» in Norrköping hergestellt wird. Der Anzug besteht aus Haube, Jacke und Hose aus «Alofan-Folie», einem Halbzeug aus der Kunstseidenerzeugung. «Alofan» hat sich nach schwedischer Mitteilung als eines der wenigen Materialien erwiesen, die den Gelbkreuzkampfstoffen längere Zeit zu widerstehen vermögen. Aus diesem Material hergestellte Stoffe sind leichter und billiger als Gummistoffe. Der Gasschutzanzug aus «Alofan» wiegt kaum ein Kilogramm und kostet etwa 15 Kronen. Zusammen mit Gasmaske, Gummihandschuhen und -stiefeln bietet er völligen Schutz gegen Geländekampfstoffe. Obgleich er ursprünglich nur für den behelfsmässigen Gebrauch seitens der Zivilbevölkerung vorgesehen war, hat der «Alofan»-Anzug die umfassenden Erprobungen und Versuche, denen er seitens der Behörden an aktivem Luftschutzpersonal, wie z. B. Entgiftungsabteilungen, unterworfen wurde, erfolgreich bestanden.

Ferner wurden in der Ausstellung die ersten Gasmasken schwedischer Herstellung für die Zivilbevölkerung vorgeführt, die in der kürzlich errichteten Fabrik in Brastad angefertigt werden. Es werden zwei Maskentypen hergestellt, eine für aktives Luftschutzpersonal und eine für die gesamte übrige Zivilbevölkerung. Die in einer von der Erwerbslosigkeit schwer heimgesuchten Gegend errichtete Fabrik hat übrigens kürzlich vom Staate einen Auftrag zur Herstellung mehrerer hunderttausend Gasmasken erhalten.

(«Gasschutz und Luftschutz», Nr. 10, 1938.)

Holland.

Luftschutz bei den Eisenbahnen. Die Direktion der niederländischen Eisenbahnen hat einen Plan zum Schutze der Eisenbahnen und des Eisenbahnpersonals ausgearbeitet, dessen vorbereitende Massnahmen schnellstens zur Ausführung kommen sollen. Der Plan umfasst die Anschaffung von Gasmasken, die Aufstellung von Brandlöschkolonnen, die Organisierung von Sanitätertrupps, sowie Vorschriften für die Anbringung von Notbeleuchtungen im Falle von Verdunkelungsmassnahmen. Binnen kurzem wird von der Direktion ein komplettes Reglement für den Luftschutz bei den niederländischen Eisenbahnen herausgegeben werden.

Dr. *H. R.*

Polen.

Zivile Luftschutzpflicht. Ein Erlass des polnischen Ministerrates über die Pflicht der Vorbereitung für den Gas- und Luftschutz setzt fest, dass Leiter industrieller Unternehmungen, Banken, Handels- und Warenhäuser, aber auch Eigentümer von Privathäusern verpflichtet sind, für die Luftschutzausbildung ihres Personals sowie für die Bereitstellung geeigneter Gerätschaften und Vorkehrungen für den Luftschutz auf eigene Kosten Sorge zu tragen.

Dr. *H. R.*

Griechenland.

Zur Förderung und zum weiteren Ausbau des griechischen zivilen Luftschutzes wurde verfügt, dass alle wahlberechtigten Bürger künftig der zivilen Luftschutzorganisation angehören müssen, wenn sie nicht ihres Wahlrechts verlustig gehen wollen.

(«Gasschutz und Luftschutz», Nr. 8, 1938.)